

Des individus fichés « S » à l'Elysée, Matignon et Beauvau



On s'en doutait un peu. Des individus fichés « S » se seraient hissés aux plus hautes commandes de l'Etat français. Ils auraient infiltré l'Elysée, le palais de Matignon ainsi que le ministère de l'Intérieur.

L'intrusion de ces individus dans les hautes institutions de l'Etat français a coïncidé avec une recrudescence du terrorisme islamiste dans le pays. La France n'a, de toute son histoire moderne, jamais connu autant d'attentats qui ont été perpétrés suivant des modes barbares importées des terres d'islam, tels les décapitations et les commandos-suicide.

Qu'est-ce qu'une fiche S ?

Emise par la Direction générale de la sûreté intérieure (DGSI) ou un autre pays.

Signifie « Atteinte à la sûreté de l'Etat »

Emise si soupçons de visées terroristes ou d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ou de complicité.



Effacement au bout de deux ans (si pas d'infraction, par exemple).

Implique de (par exemple)

- Recueillir des informations lors d'un contrôle d'identité
- Les transmettre aux services de renseignement



Nombre estimé
5 000 à 10 000
fiches.



Ne signifie pas

- Action de surveillance automatique
- Arrestation
- Expulsion

Source : ministère de l'Intérieur, médias



La sécurité n'a jamais été aussi défaillante sur l'ensemble du pays.

Les individus soupçonnés de favoriser cette montée fulgurante du terrorisme, et en dépit des faits graves avérés de leur implication, semblent jouir d'une certaine immunité, sinon d'une protection et d'une complicité au sein de leurs institutions.

C'est ce qui ressort d'une analyse de la situation en France effectuée suite aux derniers événements tragiques de Paris.

On rappelle que des perquisitions administratives, menées récemment, ont révélé que plusieurs employés d'Air France Cargo, exerçant à l'aéroport Roissy-Charles-De-Gaulle, étaient fichés « S » par les services de renseignements. Ces employés avaient accès aux pistes de l'aéroport.

Cette perquisition avait été effectuée dans le cadre de l'état d'urgence décrétée par le chef de l'Etat et visait notamment à rechercher des « éléments en lien avec des phénomènes de radicalisation ».

On rappelle également le cas, signalé depuis longtemps par Riposte Laïque, de la radicalisation au sein de la RATP qui emploierait de nombreux éléments également fichés « S ».

Mais les fichés « S » ne se limiteraient pas au seul domaine du transport.

Les individus suspectés d'être fichés « S » à l'Elysée ont fait de nombreux déplacements dans des pays musulmans qui soutiennent et financent le terrorisme islamiste. Ces déplacements ont eu lieu, selon les enquêteurs, en novembre 2012, décembre 2013 et en mai dernier.

Ils entretiennent également des liens très étroits avec des milieux allemands hostiles à la souveraineté du peuple français.

Ils auraient de même contribué à armer l'Etat islamique et d'autres groupuscules islamistes liés au califat islamique et à Al Qaida.



Les éléments fichés au palais de Matignon ont également fait des déplacements dans des pays islamiques, grands supports du terrorisme islamiste en moyens matériels et financiers. Leur dernier déplacement dans ces pays remonte à octobre dernier. Ils avaient incité les gens qu'ils y avaient rencontrés à

venir prospérer en France. C'était un mois exactement avant les tueries de Paris.

Tant les éléments fichés à l'Elysée, à Matignon, qu'au ministère de l'Intérieur sont connus pour leur fréquentation assidue des mosquées et des milieux islamiques de France. Ils soutiennent et favorisent la construction de nouvelles mosquées partout en France et leur octroient des crédits colossaux et injustifiés. Ils favorisent également l'installation dans ces mosquées d'imams salafistes et les encouragent par des décorations et des médailles. Ils apportent de même leur soutien aux associations et organisations exerçant dans les milieux islamiques, dont celles ouvertement liées aux Frères musulmans.

Ils initient et prennent une part active aux différentes réunions et conférences des responsables du culte islamique en France. La dernière réunion du genre a eu lieu en juin dernier à Paris.

Certains d'entre eux n'hésitent pas à faire, publiquement, l'apologie du jihad en mettant l'accent sur le caractère légal de son prône.

Ces individus sont également connus pour leur mépris à l'égard de la culture française et du peuple français. Tout en affichant et en proclamant leur sympathie à l'égard de l'islam, ils dénigrent la religion chrétienne et cherchent à supprimer toutes les cérémonies et fêtes traditionnelles liées à la chrétienté, alors qu'ils sont de toutes les fêtes et célébrations islamiques.



Ils interviennent également dans le système d'éducation, en cherchant à faire adopter des programmes nuisibles dont le but

est de dénaturer l'histoire de la France et de ternir l'identité française.

Ces individus sont de même derrière le déferlement sans précédent de clandestins que la France est en train de subir depuis quelques mois et qui nuit fortement aux citoyens français.

Une source sûre rapporte que l'un des individus fichés « S » aurait fait, incognito, des déplacements à Calais où il aurait eu des entretiens avec les clandestins qu'il a exhortés à demeurer en France.

Les individus en question sont également suspectés de brader le patrimoine architectural, historique et culturel de la France qu'ils livrent à des acheteurs en provenance de pays fortement islamisés.

De larges tronçons de plages publiques ont par ailleurs été interdits et mis à la disposition de potentats islamiques rétrogrades lors de leur séjour sur le sol français.

Ils ne seraient, par ailleurs, pas étrangers, par leur négligence et leur dénigrement, au mal qui ronge les forces de l'ordre qui enregistrent chaque année un grand nombre de suicides. Ils étaient, l'an dernier, 55 à se donner la mort avec leur arme de service et souvent dans les locaux même de la police.

Décidés à mettre à exécution et à réaliser leurs plans néfastes pour la France, ces individus ne cachent pas leur haine et leur rage envers tous ceux qui se mettent sur leur chemin et s'opposent à leurs projets.

Ils utilisent tout ce qui est en leur pouvoir pour mater les Français qui osent s'élever contre la domination de l'islam. Ils ont notamment recours à la Justice (qui leur est totalement acquise) et qu'ils inondent de plaintes destinées à étouffer la liberté d'expression chez leurs adversaires et à punir tout propos qui leur est hostile.

Certains des éléments concernés sont connus pour avoir trempé dans des affaires de mœurs. D'autres sont d'origine étrangère et ne sont Français que depuis une trentaine d'années.

Bien que fichés « S », ces individus, qui s'activent

ouvertement à détruire la France, voyagent librement à l'étranger. Ils prennent souvent l'avion aux frais du contribuable pour aller, avec les membres de leurs familles, assister à des spectacles ou des compétitions sportives en dehors de la France. Ils circulent également en toute liberté et à leur aise à l'intérieur du territoire national, empruntant parfois des moyens de transport fort insolites pour éviter d'être reconnus. Deux d'entre eux ont été vus au stade de France vendredi 13 novembre, lors du match amical France-Allemagne au moment de l'attaque islamiste à Paris.



Les fiches « S », pour « Sûreté de l'Etat », est l'une des 21 catégories du « Fichier des personnes recherchées » (FPR), mis en place par la police nationale en 1969.

Les catégories s'articulent toutes en lettres : « M » pour les mineurs en fugue, « V » pour les évadés... « IT » pour interdiction du territoire, « PJ » pour recherches de police judiciaire, « T » pour débiteurs envers le Trésor etc.

La fiche « S » est elle-même subdivisée en 16 niveaux allant de « S1 » à « S16 ». Ces niveaux ne correspondent pas à la « dangerosité » d'une personne fichée, mais à l'attitude à adopter vis-à-vis de cette personne par les forces de l'ordre. Mohammed Merah était, par exemple, fiché au niveau « S5 ». Ayoub El-Khazzani (histoire du Thalys) avait une fiche « S3 ». Yassin Salhi (décapitation de l'Isère) et Sid Ahmed Ghlam (assassinat de Villejuif) avaient une fiche « S13 ». Les combattants djihadistes revenant d'Irak ou de Syrie prennent le « S14 », alors que le dernier niveau, le « S16 », concerne tout individu (extrême-droite, extrême-gauche, écologistes, supporters de foot, anarchistes, etc.) susceptible de se

livrer à des actions violentes.

Mais une nouvelle subdivision vient d'être ajoutée depuis quelque temps à cette série. C'est le niveau « S17 » sous lequel sont fichés les éléments suspectés à l'Elysée, à Matignon et au ministère de l'Intérieur. Ce sont de loin les personnes les plus dangereuses.

Si certains députés (en fait, un seul – la députée Péresse des Yvelines) ont exprimé leur inquiétude au sujet de la radicalisation au sein de la RATP estimant qu'« un fiché S ne doit pas pouvoir conduire un train, un RER ou un métro », que dire des fichés « S17 » qui conduisent les affaires de l'Etat et gèrent le présent de la République française ?

La décence ne permet pas de citer les noms des personnes fichées « S17 ». Mais, on l'aura compris, le « S » résonne comme « Sournois », comme « Saboteur de la Société », mais surtout comme « Soumis ». Soumis à l'Islam. L'Islam qui terrorise et qui tue.

Le « 17 » comme « 17% » ou comme « Rendez-vous en 2017 »...

Messin'Issa